

L ' ECONOMIE POLITIQUE DU XX ème SIECLE

I. Le Retour de la Belle Epoque

Le XIXe siècle se clôt dans une atmosphère qui rappelle d'une manière étonnante celle qui présidait à son ouverture – « la belle époque » (qui fut effectivement belle pour le capital). Les bourgeoisies de la triade déjà constituée (les puissances européennes, les Etats Unis, le Japon) entonnaient un hymne à la gloire de leur triomphe définitif. Les classes ouvrières des centres cessaient d'être les « classes dangereuses » qu'elles avaient été au XIXe siècle et les peuples du reste du monde étaient appelés à accepter la « mission civilisatrice » des Occidentaux.

La « belle époque » couronnait un siècle de transformations radicales du monde au cours duquel la première révolution industrielle et la constitution concomitante de l'Etat national bourgeois moderne sortaient du quart nord ouest de l'Europe où elles étaient nées pour conquérir tout le continent, les Etats Unis et le Japon. Les anciennes périphéries de l'époque mercantiliste – l'Amérique latine, les Indes anglaises et néerlandaises – étaient exclus de cette double révolution tandis que les vieux Etats d'Asie (Chine, Empire ottoman, Perse) étaient à leur tour intégrés dans la nouvelle globalisation en qualité de périphéries. Le triomphe des centres du capitalisme mondialisé se manifestait par une explosion démographique qui devait porter la proportion de la population d'origine européenne de 23 % de celle du globe en 1800 à 36 % en 1900. La concentration de la révolution industrielle dans la triade avait simultanément généré une polarisation de la richesse à une échelle que n'avait jamais connu l'humanité au cours de toute son histoire antérieure. A la veille de la révolution industrielle les écarts de la productivité sociale du travail pour 80 % de la population de la planète ne dépassaient jamais le rapport de 2 pour 1. Ce rapport était devenu vers 1900 égal à 20 pour 1.

La globalisation célébrée en 1900 comme déjà la « fin de l'histoire » était néanmoins un fait récent, qui n'a été effectivement réalisé que progressivement au cours de la seconde moitié du XIXe siècle, après l'ouverture de la Chine et de l'Empire ottoman (1840), la répression des Cipayes en Inde (1857) et finalement le partage de l'Afrique (à partir de 1885).

Cette première globalisation, loin d'entraîner une accélération de l'accumulation du capital, allait au contraire s'ouvrir sur une crise structurelle de 1873 à 1896 comme presque exactement un siècle plus tard. La crise s'accompagnait pourtant par une nouvelle révolution industrielle (l'électricité, le pétrole, l'automobile, l'avion) dont on attendait qu'elle parvienne jusqu'à transformer l'espèce humaine, comme on le dit aujourd'hui de l'électronique. Parallèlement se constituaient les premiers oligopoles industriels et financiers – les transnationales de l'époque. La globalisation financière paraissait s'installer définitivement sous la forme de l'étalon or-sterling et on parlait de l'internationalisation des transactions que les nouvelles bourses de valeur permettaient avec autant d'enthousiasme qu'on parle aujourd'hui de la globalisation financière. Jules Verne faisait faire le tour du monde en 80 jours à son héros (anglais bien entendu) : le « village mondial » était déjà là, pour lui.

L'économie politique du XIXe siècle avait été dominée par les figures des grands classiques (Adam Smith, Ricardo) puis par la critique décapante de Marx. Le triomphe de la globalisation libérale fin de siècle plaçait au devant de la scène une génération nouvelle

mue par la préoccupation d'établir que le capitalisme était « indépassable » parce qu'il exprimait les exigences d'une rationalité éternelle, transhistorique. Walras – figure centrale de cette nouvelle génération, retrouvé – pas par hasard – par les économistes contemporains – s'acharnait à prouver que les marchés étaient autorégulateurs. Il n'y parvint jamais, pas plus que les néoclassiques de notre époque.

L'idéologie libérale triomphante réduisait la société à une collection d'individus et, par cette réduction, affirmait que l'équilibre produit par le marché constitue simultanément l'optimum social et garantit par là même la stabilité et la démocratie. Tout était en place pour substituer une théorie d'un capitalisme imaginaire à l'analyse des contradictions du capitalisme réellement existant. La version vulgaire de cette pensée sociale économiciste allait trouver son expression dans les manuels du britannique Alfred Marshall, bible des études économiques de l'époque.

Les promesses du libéralisme globalisé, vanté à l'époque, allaient paraître se réaliser un moment, celui de la « belle époque ». A partir de 1896 la croissance reprenait, sur les bases nouvelles de la seconde révolution industrielles, des oligopoles, de la globalisation financière. Cette « sortie de la crise » allait emporter les convictions non seulement, des idéologues du capitalisme – les nouveaux économistes – mais ébranler le mouvement ouvrier, désarmé. Les partis socialistes glissaient de positions réformistes à celles d'une ambition plus modeste d'être simplement associés à la gestion du système. Dérive semblable à celle que le discours de Tony Blair et de Schroder constitue aujourd'hui, un siècle plus tard. Les élites modernistes de la périphérie admettaient aussi que rien ne pouvait être conçu en dehors de cette logique dominante du capitalisme.

Le triomphe de la « belle époque » ne dura pas deux décennies. Quelques dinosaures (jeunes à l'époque : Lénine !) en préoyaient l'effondrement sans qu'on les entende. Le libéralisme – c'est à dire la domination unilatérale du capital – ne devait pas réduire l'intensité des contradictions de toute nature que le système porte en lui, mais au contraire en aggraver l'acuité. Derrière le ralliement des partis ouvriers et des syndicats ralliés aux billevesées de l'utopie capitaliste, se cachaient les grondements sourds d'un mouvement social émietté, désarmé, mais toujours prêts à exploser et à se cristalliser autour de l'invention de nouvelles alternatives. Quelques intellectuels bolcheviks ironisaient avec talent à propos du discours lénifiant de « l'économie politique du rentier » comme ils qualifiaient la pensée unique de l'époque. La globalisation libérale ne pouvait qu'engendrer la militarisation du système et, dans les rapports entre les puissances impérialistes de l'époque, entraîner la guerre qui, sous ses formes chaudes et froides, s'est poursuivie pendant trente ans – de 1914 à 1945. Derrière le calme apparent de la « belle époque » se profilait la montée des luttes sociales et des conflits violents internes et internationaux. En Chine la première génération des critiques du projet de modernisation bourgeoise se frayait la voie ; cette critique qui balbutiait encore en Inde, dans le monde ottoman et arabe, en Amérique latine mais allait finalement conquérir les trois continents et dominer les trois quarts du XXe siècle.

Les trois quarts de notre siècle seront donc marqués par la gestion de projets de rattrapage et de transformations plus ou moins radicales des périphéries, rendus possibles par la dislocation de la globalisation libérale utopique de la « belle époque ». Notre siècle, qui s'achève, a été donc celui d'une suite de conflits gigantesques entre les forces dominantes du capitalisme mondialisé des oligopoles et les Etats qui les soutiennent d'une part, et celles des peuples et des classes dominées qui en refusaient la dictature d'autre part.

II. La guerre de trente ans 1914-1945

De 1914 à 1945 la scène est occupée simultanément par la « guerre de trente ans » entre les Etats Unis et l'Allemagne pour la succession de l'hégémonie britannique défunte et par la tentative de « rattraper » par une autre méthode, celle dite de la construction du socialisme en URSS.

Dans les centres capitalistes vainqueurs et vaincus de la guerre de 1914-1918 s'entêtent à restaurer, contre vents et marées, l'utopie de libéralisme globalisé. On revient donc à l'étalon or, on maintient par la violence l'ordre colonial, on relibéralise la gestion de l'économie. Les résultats paraissent positifs pour un bref moment et les années 1920 sont celles d'une reprise de la croissance, tirée par le dynamisme des Etats Unis et la mise en place des formes nouvelles d'organisation du travail à la chaîne (celles sous lesquelles Charlie Chaplin ironisera avec talent dans « les temps modernes ») qui ne trouveront un terrain propice à leur généralisation qu'après la seconde guerre. Mais la restauration est fragile et dès 1929 le pan financier – le segment le plus globalisé du système – s'effondre. La décennie qui suit jusqu'à la guerre sera épouvantable. Face à la récession les pouvoirs réagissent comme ils le feront dans les années 1980-1990, par des politiques déflationnistes systématiques qui ne font qu'aggraver la crise, enferment dans une spirale descendante, caractérisée par un chômage massif d'autant plus tragique pour ses victimes que les filets de sécurité inventés par le Welfare State n'existent pas encore. La globalisation libérale ne résiste pas à la crise. Le système monétaire fondé sur l'or est abandonné, les puissances impérialistes se réorganisent dans le cadre des Empires coloniaux et zones d'influence protégées, source des conflits qui conduiront à la seconde guerre mondiale.

Les sociétés occidentales réagissent différemment à la catastrophe. Les unes s'enfoncent dans le fascisme, optant pour la guerre comme moyen de redistribuer les cartes à l'échelle mondiale (Allemagne, Japon, Italie). Les Etats Unis et la France font exception et, à travers le New Deal Rooseveltien et le Front Populaire français amorcent une autre option, celle de la régulation des marchés à travers une intervention active de l'Etat soutenu par les classes travailleuses. Des formules timides qui ne trouveront leur expression pleine qu'après 1945.

Dans les périphéries l'effondrement des mythes de la belle époque amorce la radicalisation anti-impérialiste. Quelques pays d'Amérique latine, qui bénéficient de l'avantage d'être indépendants, inventent le nationalisme populiste dans des formules diverses comme celle du Mexique rénové par la révolution paysanne des années 1910-1920 et celle du péronisme argentin des années 1940. En orient le kémalisme turc leur fait pendant, tandis que la Chine s'installe dans la guerre civile entre modernistes bourgeois issus de la révolution de 1911 – le Kuo Min Tang – et communistes. Ailleurs le joug colonial maintenu retarde de plusieurs décennies la cristallisation de projets nationaux populistes analogues.

L'URSS isolée cherche à inventer un parcours nouveau. Pendant les années 1920 elle avait espéré en vain que la révolution se mondialise. Contrainte de ne plus pouvoir compter que sur ses propres forces elle s'engage avec Staline dans la série des Plans quinquennaux qui devaient lui permettre de rattraper son retard. Lénine avait déjà qualifié ce parcours en le définissant comme « le pouvoir des Soviets plus l'électrification ». Notons que la référence est faite ici à la nouvelle révolution industrielle – il est question d'électricité et non de charbon et acier. Mais l'électricité (en fait largement le charbon et l'acier) allait l'emporter

sur le pouvoir des Soviétiques, vidé de sens. L'accumulation planifiée centralement a certes été gérée par un État despotique, en dépit du populisme social qui en a caractérisé les politiques. Mais ni l'unité allemande, ni la modernisation japonaise n'avaient été non plus l'œuvre de démocrates. Le système soviétique s'est révélé efficace tant que les objectifs à atteindre demeuraient simples : accélérer une accumulation extensive (l'industrialisation du pays) et constituer une force militaire qui sera la première à pouvoir faire face au défi de l'adversaire capitaliste, d'abord en battant l'Allemagne nazie puis en mettant un terme au monopole américain des armes atomiques et des missiles balistiques dans le courant des années 1960-1970.

III. L'après guerre : de l'essor (1945-1970) à la crise (1970...)

La seconde guerre mondiale inaugure une nouvelle étape du système mondial. L'essor de l'après guerre (1945-1975) avait été fondé sur la complémentarité des trois projets sociétaux de l'époque, à savoir (i) en Occident le projet de l'État de bien être de la social-démocratie nationale, assurant son action sur l'efficacité de systèmes productifs nationaux interdépendants ; (ii) le « projet de Bandung » de la construction nationale bourgeoise à la périphérie du système (l'idéologie du développement) ; (iii) enfin le projet soviétique d'un « capitalisme sans capitalistes », relativement autonomisé par rapport au système mondial dominant. La double défaite du fascisme et du vieux colonialisme avait en effet créé une conjoncture qui permettait aux classes populaires et aux peuples victimes de l'expansion capitaliste d'imposer des formes de régulation de l'accumulation du capital – auxquelles le capital lui-même a été contraint de s'ajuster – qui ont été à la base de cet essor.

La crise qui a suivi (à partir de 1968-1975) est, celle de l'érosion, puis de l'effondrement des systèmes sur lesquels reposait l'essor antérieur. La période, qui n'est pas close, n'est donc pas celle de la mise en place d'un nouvel ordre mondial, comme on se plaît à le dire trop souvent, mais celle d'un chaos qui est loin d'être surmonté. Les politiques mises en œuvre dans ces conditions ne répondent pas à une stratégie positive d'expansion du capital, mais cherchent seulement à en gérer la crise. Elles n'y parviendront pas, parce que le projet « spontané » produit par la domination immédiate du capital, en l'absence des cadres que lui imposeraient les forces de la société par des réactions cohérentes et efficaces, reste une utopie, celle de la gestion du monde par ce qu'on appelle « le marché », c'est à dire les intérêts immédiats, à court terme, des forces dominantes du capital.

L'histoire moderne est ainsi faite qu'aux phases de reproduction sur la base de systèmes d'accumulation stables succèdent des moments de chaos. Dans les premières de ces phases, comme le fut celle de l'essor de l'après guerre, le déroulement des événements donne l'impression d'une certaine monotonie, parce que les rapports sociaux et internationaux qui en constituent l'architecture sont stabilisés. Ces rapports sont donc reproduits par le fonctionnement de dynamiques dans le système. Dans ces phases se dessinent clairement des sujets historiques actifs, définis et précis (des classes sociales actives, des États, des partis politiques et des organisations sociales dominantes) dont les pratiques paraissent solides et donc les réactions prévisibles en presque toute circonstance, tout comme les idéologies qui les meuvent bénéficient d'une légitimité qui paraît incontestée. Dans ces moments si les conjonctures peuvent changer, les structures demeurent stables. La prévision est alors possible et même facile. Le danger apparaît lorsqu'on prolonge trop loin ces prévisions, comme si les structures en question étaient éternelles, marquaient « la fin de l'histoire ». A l'analyse des contradictions qui minent ces structures on substitue

alors ce que les post modernistes ont qualifié à juste titre de « grandes narrations », qui proposent une vision linéaire d'un mouvement mu par « la force des choses », les « lois de l'histoire ». Les sujets de l'histoire disparaissent pour laisser la place aux logiques structurelles dites objectives.

Mais les contradictions en question, font leur travail de taupe et un jour ou l'autre ces structures dites stables s'effondrent. L'histoire entre alors dans une phase qu'on qualifiera peut être plus tard de « transition », mais la phase en question est vécue comme une transition vers l'inconnu. Car il s'agit d'une phase au cours de laquelle se cristallisent lentement de nouveaux sujets historiques, qui inaugurent en tâtonnant de nouvelles pratiques et en fournissent des légitimations par de nouveaux discours idéologiques souvent confus au départ. C'est seulement lorsque ces processus de changements qualitatifs auront suffisamment mûri qu'apparaîtront de nouveaux rapports sociaux définissant les systèmes « post transition ».

La période d'essor de l'après guerre a permis des transformations économiques, politiques et sociales gigantesques dans toutes les régions du monde. Ces transformations ont été le produit des régulations sociales imposées au capital par les classes travailleuses et les peuples et non pas, comme l'idéologie libérale le prétend, celui de la logique de l'expansion des marchés. Mais ces transformations ont été d'une ampleur telle qu'elles définissent un cadre nouveau aux défis auxquels les peuples sont désormais confrontés au tournant du XXI^e siècle.

Pendant longtemps – de la révolution industrielle au début du XIX^e siècle jusqu'aux années 1930 de ce siècle (pour ce qui est de l'Union soviétique) puis 1950 (en ce qui concerne le tiers monde) le contraste centres/périphéries du système mondial moderne était pratiquement synonyme de l'opposition pays industrialisés/non industrialisés. Les révoltes des périphéries – prenant la forme de révolutions socialistes (Russie, Chine) ou de libération nationale – ont remis en cause cette forme ancienne de la polarisation en engageant leurs sociétés dans le processus de modernisation industrialisation. Graduellement l'axe autour duquel se réorganise le système capitaliste mondial, celui qui définira les formes d'avenir de la polarisation, s'est constitué autour de ce que j'appelle les « cinq nouveaux monopoles » dont bénéficient les pays de la triade dominante, et qui concernent le domaine de la technologie, le contrôle des flux financiers d'envergure mondiale (opéré par les grandes banques, assurances et fonds de pension des pays du centre), l'accès aux ressources naturelles de la planète, le domaine de la communication et des médias, celui des armements de destruction massive.

Pris ensemble ces cinq monopoles définissent le cadre dans lequel la loi de la valeur mondialisée s'exprime. Loin d'être l'expression d'une rationalité économique « pure », qu'on pourrait détacher de son cadre social et politique, la loi de la valeur est l'expression condensée de l'ensemble de ces conditionnements. Ces conditionnements annulent la portée de l'industrialisation des périphéries, dévaluent le travail productif incorporé dans ces productions tandis qu'elles surévaluent la prétendue valeur ajoutée attachée aux activités par lesquelles opèrent les monopoles nouveaux au bénéfice des centres. Ils produisent donc une nouvelle hiérarchie dans la répartition du revenu à l'échelle mondiale, plus inégale que jamais, subalternisent les industries de la périphérie et les réduisent au statut d'activités de sous traitance. La polarisation trouve ici son fondement nouveau appelé à commander ses forme d'avenir.

Pendant la « période de Bandung » (1955-1975) les Etats du tiers monde avaient mis en œuvre des politiques de développement à vocation autocentrée en vue de réduire la polarisation mondiale (de « rattraper »). Cela impliquait à la fois des systèmes de régulation nationale et la négociation permanente, y compris collective (Nord-Sud), de systèmes de régulations internationales (rôle de la CNUCED important dans ce cadre, etc. ...). Cela visait également à réduire les « réserves de travail à faible productivité » par leur transfert aux activités modernes à plus haute productivité (fussent-elle « non compétitives » sur des marchés mondiaux ouverts). Le résultat du succès inégal (et non de l'échec comme on se plaît à le dire) de ces politiques a été de produire un tiers monde contemporain désormais entré dans la révolution industrielle.

Les résultats inégaux de l'industrialisation imposée au capital dominant par les forces sociales issues des victoires de la libération nationale permettent aujourd'hui de distinguer des périphéries de premier rang, parvenues à construire des systèmes productifs nationaux dont les industries sont potentiellement compétitives dans le cadre du capitalisme globalisé, et des périphéries marginalisées qui n'y sont pas parvenues. Le critère de la différence qui sépare les périphéries actives de celles qui sont marginalisées n'est pas seulement celui de la compétitivité de leurs productions industrielles ; il est aussi un critère politique. Les pouvoirs politiques dans les périphéries actives et derrière eux la société dans son ensemble (sans que cela n'exclut les contradictions sociales à l'intérieur de celle-ci) – ont un projet et une stratégie pour la mettre en œuvre. C'est le cas d'évidence pour la Chine, la Corée et à un degré moindre pour certains pays d'Asie du Sud est, l'Inde, quelques pays d'Amérique latine. Ces projets nationaux se confrontent avec ceux de l'impérialisme dominant mondialement et le résultat de cette confrontation façonnera le monde de demain. Par contre les périphéries marginalisées n'ont ni projet (même lorsqu'une rhétorique comme celle de l'Islam politique le prétend) ni stratégie propres. Ce sont alors les cercles impérialistes qui « pensent pour elles » et ont l'initiative exclusive des « projets » concernant ces régions (comme l'association CEE-ACP, le projet « Moyen Orient » des Etats Unis et d'Israël, les vagues projets méditerranéens de l'Europe), auxquels ne s'opposent en fait aucun projet d'origine locale . Ces pays sont donc des sujets passifs de la mondialisation.

On complétera ce tableau rapide de l'économie politique des transformations du système capitaliste global du XXe siècle par le rappel de la prodigieuse révolution démographique dans les périphéries du système, qui les ont accompagnées, portant la proportion de la population de l'Asie (Japon et ex URSS exclus), d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes de 68 % de la population du globe en 1900 à 81 % aujourd'hui.

Le troisième partenaire du système mondial de l'après guerre, constitué par les pays dits du socialisme réellement existant, a quitté la scène de l'histoire. L'existence même du système soviétique, ses succès dans l'industrialisation extensive et au plan militaire, avaient été l'un des moteurs principaux de toutes les transformations grandioses du XXe siècle. Sans le « danger » que le contre modèle communiste constituait, la social-démocratie de l'Occident n'aurait jamais pu imposer le Welfare State. L'existence du système soviétique et la coexistence qu'il imposait aux Etats Unis a par ailleurs largement renforcé la marge d'autonomie des bourgeoisies du Sud. Mais le système soviétique n'est pas parvenu à passer à un stade nouveau d'accumulation intensive et de ce fait a raté la nouvelle révolution industrielle – celle de l'informatique – sur laquelle se conclut le XXe siècle. Les raisons de cet échec sont complexes. Je place néanmoins au centre de son analyse la dérive antidémocratique du pouvoir soviétique qui n'est pas parvenu à interioriser cette

exigence fondamentale du progrès en direction du socialisme que représente l'approfondissement d'une démocratisation capable d'aller au delà de celle définie et limitée par le cadre du capitalisme historique. Le socialisme sera démocratique ou ne sera pas, telle est la leçon de cette première expérience de rupture avec le capitalisme.

La pensée sociale et les théories économiques, sociologiques et politiques dominantes qui ont légitimé les pratiques des développements nationaux autocentrés du Welfare State à l'Ouest, du soviétisme à l'Est et du populisme au Sud comme de la globalisation négociée et régulée qui les ont accompagnées ont été largement inspirées par Marx et Keynes. Ce dernier avait produit sa critique du libéralisme des marchés dans les années 1930, mais n'avait pas été lu à l'époque. Le rapport des forces sociales, alors en faveur du capital, alimentait nécessairement – comme aujourd'hui à nouveau – les préjugés de l'utopie libérale. Le nouveau rapport social de l'après guerre, plus favorable du travail, allait en faire l'inspirateur des pratiques du Welfare State, reléguant les libéraux à l'insignifiance. La figure de Marx dominera bien entendu le discours des socialismes réellement existants. Mais ces deux figures dominantes du XXe siècle perdront graduellement leur qualité d'origine de critiques fondamentales décapantes pour devenir les mentors de la légitimation des pratiques des pouvoirs d'Etats. De ce fait dans les deux cas on observera une dérive simplifiante et dogmatique.

La pensée sociale critique se déplacera alors pour un moment (les années 1960 et 1970) vers les périphéries du système. Ici les pratiques du populisme national – version pauvre du soviétisme – susciteront une explosion brillante de la critique du capitalisme réellement existant. Au centre de cette critique se situe la prise de conscience de la polarisation produite par l'expansion mondiale du capital, sous estimée quand elle n'était pas purement et simplement ignorée pendant un siècle et demi. Cette critique à la fois du capitalisme réellement existant, de la pensée sociale qui en légitime l'expansion, et de leur critique socialiste théorique et pratique, est à l'origine d'une entrée éblouissante de la périphérie dans la pensée moderne. Il s'agit d'une critique riche et multiforme qu'il ne faudrait pas réduire à une soi disant « théorie de la dépendance », car cette pensée sociale va rouvrir les débats fondamentaux concernant le socialisme et la transition à celui-ci comme ceux concernant le marxisme et le matérialisme historique entendu comme devant dépasser les limites de l'eurocentrisme dominant la pensée moderne. Inspirée certes un moment par l'explosion maoïste, elle amorcera également la critique à la fois du soviétisme et du nouveau globalisme qui perce à l'horizon.

IV. La crise « fin de siècle »

La page de cette période du XXe siècle est tournée. L'effondrement des trois modèles d'accumulation régulée de l'après guerre a ouvert, à partir de 1968-1971, une crise structurelle du système qui rappelle fort celle de la fin du XIXe siècle. Les taux d'investissement et de croissance tombent brutalement à la moitié de ce qu'ils avaient été, le chômage s'envole, la paupérisation s'accroît. Le rapport qui mesure les inégalités du monde capitaliste passé de 1 à 20 vers 1900 à 1 à 30 en 1945-1948 puis 1 à 60 au terme de la croissance de l'après guerre, s'envole et la part des 20 % des individus les plus riches de la Planète passe de 60 % à 80 % du produit mondial au cours des deux décennies qui clôturent le siècle. C'est la mondialisation heureuse pour quelques uns. Pour la grande majorité – notamment les peuples du Sud soumis aux politiques d'ajustement structurel unilatéral et ceux de l'Est enfermés dans des involutions dramatiques – c'est le désastre.

Mais cette crise structurelle, comme la précédente, est également le moment d'une troisième révolution technologique qui transforme profondément les modes d'organisation du travail et, de ce fait, fait perdre leur efficacité et par delà leur légitimité aux formes antérieures de lutte et d'organisation des travailleurs et des peuples. Le mouvement social émietté n'a pas encore trouvé les formules de cristallisations fortes à la hauteur des défis. Mais il a fait des percées remarquables dans des directions qui en enrichiront la portée. Je place au centre de celles l'irruption des femmes dans la vie sociale, la prise de conscience des destructions de l'environnement portées à leur niveau qui, pour la première fois dans l'histoire, menacent la planète entière.

La gestion de la crise, fondée sur un renversement brutal des rapports de force en faveur du capital, place à nouveau les recettes du libéralisme en position de s'imposer. Marx et Keynes gommés de la pensée sociale, les « théoriciens » de « l'économie pure » substituent à l'analyse du monde réel la théorie d'un capitalisme imaginaire. Mais le succès provisoire de cette pensée utopique archi-réactionnaire n'est que le symptôme d'une décadence – la sorcellerie substituée à la pensée critique – qui témoigne que le capitalisme est objectivement mûr pour être dépassé.

La gestion de la crise est déjà entrée dans la phase de son effondrement. La crise des pays de l'Asie du Sud-est et de la Corée était prévisible. Dans un premier temps à partir des années 1980, ces pays, mais aussi la Chine, ont su tirer profit de la crise mondiale en s'insérant davantage dans la mondialisation des échanges (par leur « avantage relatif » de main d'œuvre à bon marché), faisant appel à l'investissement étranger, mais en restant à l'écart de la mondialisation financière et en inscrivant leurs projets de développement dans une stratégie maîtrisée nationalement (pour ce qui est de la Chine et de la Corée, pas les pays du Sud-est asiatique). A partir des années 1990, la Corée et le Sud-est asiatique se sont progressivement ouverts à la mondialisation financière, tandis que la Chine et l'Inde amorçaient une évolution dans ce sens. Attirés par les taux de croissance élevés de la région, les surplus de capitaux étrangers flottants ont alors afflué, produisant non pas l'accélération de la croissance mais une inflation des valeurs mobilières et des investissements immobiliers. Comme cela avait été prévu, la bille financière a explosé quelques années plus tard seulement. Les réactions politiques qui se dessinent face à cette grande crise sont à plus d'un titre nouvelles, différentes de celles occasionnées par les crises du Mexique par exemple. Les Etats Unis et, dans leur sillage le Japon, tentent de mettre à profit la crise coréenne pour démanteler son système productif (sous le prétexte fallacieux qu'il est contrôlé par des oligopoles !) et de la subordonner aux stratégies des oligopoles américains et japonais. Les pouvoirs dans la région tentent de résister par la remise en question de leur insertion dans la mondialisation financière (rétablissement du contrôle des changes en Malaisie), ou – en ce qui concerne la Chine et l'Inde – en rayant de l'ordre du jour leur participation à celle-ci. C'est cet effondrement du pan financier de la mondialisation qui a contraint le G7 à envisager une nouvelle stratégie, ouvrant une crise dans la pensée libérale. C'est à la lumière de cette crise qu'il faut examiner le plan ce contre-feu ouvert par le G7. Voici donc que, du jour au lendemain, le G7 change de langage. Le terme de régulation, jusqu'alors interdit, retrouve une place dans les résolutions de cette instance : il faut « réguler les flux financiers internationaux ! ». L'économiste en chef de la Banque mondiale, Stiglitz, propose d'ouvrir un débat en vue de définir un nouveau « *post Washington consensus* ».

IV. L'offensive de l'hégémonisme américain. Le XXI^e siècle ne sera pas américain

C'est dans cette conjoncture chaotique que les Etats Unis ont repris l'offensive pour tout à la fois rétablir leur hégémonie globale et organiser en fonction de celle-ci le système mondial dans toutes ses dimensions économiques, politiques et militaires.

L'hégémonie des Etats Unis est-elle entrée dans la phase de son déclin ? Ou d'un renouveau qui ferait du XXI^e siècle « le siècle américain » ? Si l'on retient la dimension économique au sens du terme, mesurée approximativement par le PIB per capita, les tendances structurelles de la balance commerciale, on en conclura que l'hégémonie américaine, écrasante en 1945, s'efface dès les années 1960 et 1970 par le brillant rattrapage européen et japonais. Les Européens ne cessent de le rappeler, dans des termes bien connus : l'Union Européenne constitue la première force économique et commerciale à l'échelle mondiale etc. ... Affirmation qui est un peu rapide. Car, s'il y a bien un marché européen unique, voire l'amorce d'une monnaie unique, « une » économie européenne n'existe pas (ou pas encore). Il n'y a pas un « système productif européen », comme il existe un système productif des Etats Unis. Les économies mises en place en Europe par la constitution des bourgeoisies historiques des Etats concernés et le façonnement dans ce cadre de systèmes productifs nationaux autocentrés (même s'ils sont simultanément ouverts et même agressivement ouverts) sont demeurées largement telles. IL n'y a pas de transnationales européennes, mais exclusivement des transnationales britanniques, allemandes, françaises etc. ... L'interpénétration des capitaux n'est pas plus dense dans les rapports intra européens que dans ceux que chacune des nations européennes entretient avec les Etats Unis et le Japon. Si donc les systèmes productifs européens sont érodés, affaiblis par ladite « interdépendance mondialisée », au point que les politiques nationales perdent une bonne partie de leur efficacité, c'est précisément au bénéfice de la mondialisation et des forces qui la dominent et non à celui d'une « intégration européenne », encore presque inexistante.

Mais l'hégémonisme des Etats Unis repose sur une seconde jambe, celle de leur puissance militaire. Construit systématiquement depuis 1945, couvrant l'ensemble de la Planète découpée en régions relevant d'un « US military command », cet hégémonisme avait été contraint d'accepter la coexistence pacifique que la puissance militaire soviétique lui imposait. La page tournée, les Etats Unis sont passés à l'offensive pour renforcer leur domination globale, que Henry Kissinger a résumé en une phrase arrogante : « *Globalization is only another word for US domination* ». Cette stratégie globale américaine vise cinq objectifs : (i) neutraliser et asservir les autres partenaires de la triade (l'Europe et le Japon) et minimiser la capacité de ces Etats d'agir à l'extérieur du giron américain ; (ii) établir le contrôle militaire de l'OTAN et « latino-américaniser » les anciens morceaux du monde soviétique ; (iii) contrôler sans partage le Moyen Orient et ses ressources pétrolières ; (iv) démanteler la Chine, s'assurer la subordination des autres grands Etats (Inde, Brésil) et empêcher la constitution de blocs régionaux qui pourraient négocier les termes de la globalisation ; (v) marginaliser les régions du Sud qui ne représentent pas d'intérêt stratégique.

L'instrument privilégié de cette hégémonie est donc militaire, comme le disent et le répètent à satiété les plus hautes autorités des Etats Unis. Cette hégémonie, qui garantirait à son tour celle de la triade sur le système mondial, exigerait donc que leurs alliés acceptent de naviguer dans le sillage américain, comme la Grande Bretagne, l'Allemagne et le Japon en reconnaissent la nécessité sans états d'âme, pas même « culturels ». Mais du coup les discours dont les politiciens européens abreuvent leurs auditoires – concernant la puissance économique de l'Europe – perdent toute portée réelle. En se situant exclusivement sur le

terrain des disputes mercantiles, sans projet propre, ni politique, ni social, l'Europe est battue d'avance. On le sait bien à Washington.

Le moyen principal au service de la stratégie choisie par Washington est l'OTAN, ce qui explique sa survie à l'effondrement de l'adversaire contre lequel l'organisation avait été créée. L'OTAN parle aujourd'hui au nom de la « communauté internationale », exprimant par là même son mépris du principe démocratique qui gouverne cette communauté par le canal de l'ONU. Pourtant l'OTAN n'agit et n'agira que pour servir les objectifs de Washington et rien d'autre, comme le démontre amplement l'histoire de la dernière décennie, de la guerre du Golfe à celle du Kosovo.

La stratégie déployée par la triade sous la direction des Etats Unis s'assigne l'objectif de la construction d'un monde unipolaire organisé sur la base de deux principes complémentaires : la dictature unilatérale du capital dominant des transnationales et le déploiement d'un Empire militaire US auquel toutes les nations seraient contraintes de se soumettre. Aucun autre projet n'est tolérable dans cette perspective, pas même le projet européen des alliés subalternes de l'OTAN, a fortiori un projet qui se voudrait autonome à un degré quelconque, comme celui de la Chine, qui doit être brisé, par la violence s'il le faut.

A cette vision d'un monde unipolaire s'opposera de plus en plus celle d'une mondialisation multipolaire, seule stratégie permettant un développement social acceptable pour les différentes régions du monde et par là même la démocratisation des sociétés et la réduction des motifs de conflit. La stratégie hégémoniste des Etats Unis et de ses alliés de l'OTAN est aujourd'hui l'adversaire principal du progrès social, de la démocratie et de la paix.

Le XXI^e siècle ne sera pas « le siècle américain ». Il sera celui de gigantesques conflits et de montée de luttes sociales mettant en question l'ambition démesurée de Washington et du capital.

La crise exacerbe les contradictions au sein des bloc de classes dominantes. Ces conflits sont appelés à prendre des dimensions internationales de plus en plus accusées, à opposer donc des Etats et des groupes d'Etats les uns aux autres. Déjà on voit se dessiner le conflit entre les Etats Unis, le Japon et leur fidèle allié australien d'une part, la Chine et les autres pays asiatiques d'autre part. Il n'est pas difficile d'imaginer la renaissance d'un conflit entre les Etats Unis et la Russie, si celle-ci parvient à sortir de l'involution dans laquelle Boris Eltsine l'a engagée. Et si la gauche européenne en venait à se libérer de sa soumission au double diktat du capital et de Washington, on pourrait imaginer que la nouvelle stratégie européenne s'articule sur celles de la Russie, de la Chine, de l'Inde et du tiers monde en général dans la perspective de la construction multipolaire nécessaire. A défaut le projet européen lui même est appelé à s'effacer.

La question centrale est alors de savoir comment s'articuleront les conflits et les luttes sociales (en les distinguant soigneusement les unes des autres). Qui l'emportera ? Les luttes sociales seront-elles subordonnées, encadrées par les conflits et donc maîtrisées par les pouvoirs dominants, voire instrumentalisées à leur bénéfice ? Ou au contraire les luttes sociales conquérant leur autonomie contraindront les pouvoirs à s'ajuster à leurs exigences ?

Bien entendu je n'imagine pas que les conflits et les luttes du XXI^e siècle produiront un remake du XX^e siècle. L'histoire ne se répète pas selon un modèle cyclique. Les sociétés d'aujourd'hui sont confrontées à des défis nouveaux à tous les plans. Mais précisément parce que les contradictions immanentes du capitalisme sont plus graves au terme du siècle qu'elles ne l'étaient à son aurore, parce que les moyens de destruction sont également sans commune mesure avec ce qu'ils étaient, l'alternative pour le XXI^e siècle est, plus que jamais, « socialisme ou barbarie ».